ASSEMBLÉE NATIONALE

5 juin 2025

POUR LA REFONDATION DE MAYOTTE - (N° 1470)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL95

présenté par

Mme Balage El Mariky, M. Amirshahi, M. Nicolas Bonnet, M. Duplessy, M. Fournier,
M. Iordanoff, Mme Regol et Mme Voynet

ARTICLE 7

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise la suppression des dérogations apportées à l'interdiction générale de rétention des mineurs.

En 2023, 97,4 % des mineurs placés en rétention en France l'ont été à Mayotte, soit 3 262 enfants sur 3 349, selon La Cimade, un chiffre désormais porté à 100 %. Cette rétention est souvent automatique, sans examen individualisé, et parfois sans lien réel entre l'enfant et l'adulte qui l'accompagne. Pire : certains mineurs sont arbitrairement déclarés majeurs.

L'enfermement administratif des enfants en rétention est interdit en Hexagone depuis le 26 janvier 2025 et est censé l'être à Mayotte le 1er janvier 2027.

Or, plutôt que de mettre fin à ces pratiques maintes fois dénoncées par la Contrôleure générale des lieux de privation de liberté, l'article 7 pérennise l'exception au droit commun et crée un régime intermédiaire, à compter du 1er juillet 2028, consistant au placement en rétention des mineurs dans des unités familiales.

On ne manquera pas de relever que le gouvernement invoque l'adaptation quand cela l'arrange. Lorsqu'il constate un nombre élevé de titres de séjour, il en restreint les conditions d'accès. Mais face à une explosion du nombre d'enfants enfermés, il choisit d'en élargir les possibilités.

Cette disposition soulève au moins deux séries de difficultés :

d'une part, elle prolonge un régime in conventionnel. Rappelons en effet que, selon le comité des droits de l'enfant des Nations Unies, la détention d'un enfant au motif du statut migratoire de ses parents constitue une violation des droits de l'enfant. Les États doivent donc y mettre fin sans délai. Et lorsqu'il est dans l'intérêt supérieur de l'enfant que les membres de la famille restent ensemble,

l'exigence impérative de ne pas priver l'enfant de liberté s'étend aux parents de l'enfant et nécessite que les autorités optent pour des solutions non privatives de liberté pour toute la famille.

d'autre part, elle crée un régime dérogatoire à compter du 1er juillet 2028 qui consiste à placer les mineurs dans des unités familiales, qui demeurent une privation de liberté de l'enfant au motif du statut migratoire de ses parents et donc un enfermement administratif contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant selon le comité des droits de l'enfant qui a conclu en la violation de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cas belge analogue à ce que le dispositif prévoit.